Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 25/24 - IX – COM

Audience publique du vingt-deux février deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2020-00105 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Patrick KURDYBAN de Luxembourg du 17 janvier 2020,

comparant par Maître Steve HELMINGER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE2.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit KURDYBAN du 17 janvier 2020,

comparant par Maître Catherine HORNUNG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par jugement commercial du 13 novembre 2019, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a notamment déclaré la demande de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL (ci-après SOCIETE2.)) fondée et a condamné la société anonyme SOCIETE1.) SA (ci-après SOCIETE1.)) à payer à SOCIETE2.) la somme de 23.088,58 euros, avec les intérêts conventionnels au taux de 11,07% par an, condamné SOCIETE1.) à payer à SOCIETE2.) la somme de 29.250.- euros, la somme de 40.- euros sur base de l'article 5(1) de la loi de 2004, la somme de 1.000.- euros à titre de dédommagement raisonnable pour frais de recouvrement conformément à l'article 5(3) de la loi de 2004.

Par arrêt du 8 juin 2023 rendu suite à l'appel interjeté le 17 janvier 2020 par SOCIETE1.) contre le susdit jugement, la Cour a :

« dit l'appel recevable en la pure forme ;

l'a dit non fondé ;

confirmé le jugement a quo du 13 novembre 2019 ;

dit non fondée la demande de la société anonyme SOCIETE1.) SA en obtention d'une indemnité de procédure ;

en a débouté ;

dit la demande de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel fondée à hauteur de 2.500.- euros ;

condamné la société anonyme SOCIETE1.) SA à payer à la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL la somme de 2.500.- euros ;

condamné la société anonyme SOCIETE1.) SA aux frais et dépens de l'instance, avec distraction au profit de Maître Catherine HORNUNG, avocat concluant qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance. »

Par requête en difficultés d'exécution déposée au greffe de la Cour en date du 20 juin 2023, SOCIETE2.) fait valoir qu'au vu de la confirmation du jugement du 13 novembre 2019 par l'arrêt du 8 juin 2023, elle rencontrerait une difficulté dans l'exécution dudit arrêt, pour cause d'absence de détermination du point de départ des intérêts conventionnels de 11,07%. Elle demande à la Cour de suppléer à cette omission, en concluant principalement à dire que les intérêts de retard

conventionnels sont à calculer dans un délai de 30 jours à compter de chaque facture réclamée à SOCIETE1.), sinon, à titre subsidiaire, de déterminer le point de départ des intérêts conventionnels.

SOCIETE2.) réclame encore l'exécution provisoire de la présente décision.

SOCIETE1.) s'oppose à cette requête, contestant l'application du taux d'intérêt conventionnel, qui serait à remplacer par le taux d'intérêt légal de 8% (pour les transactions commerciales), et de dire que le point de départ des intérêts serait à fixer au jour de l'assignation du 13 juin 2017, sinon à inviter SOCIETE2.) à produire un décompte chiffré « *permettant de déterminer le taux d'intérêt applicable à chaque facture émise et le point de départ du calcul des intérêts* ». Elle s'oppose à l'exécution provisoire requise.

Appréciation de la Cour

Le droit à exécution des décisions de justice est consacré par l'article 596 du Nouveau Code de procédure civile, qui dispose que « *si le jugement est confirmé, l'exécution appartiendra au tribunal dont est appel : si le jugement est infirmé, l'exécution, entre les mêmes parties, appartiendra à la Cour d'appel qui aura prononcé, ou à un autre tribunal qu'elle aura indiqué par le même arrêt ; sauf les cas de la demande en nullité d'emprisonnement, en expropriation forcée, et autres dans lesquels la loi attribue juridiction* ».

En l'espèce, la requête en difficultés d'exécution porte sur une décision confirmée en instance d'appel. La Cour n'est partant pas compétente pour connaître des difficultés soulevées.

Il n'y a pas lieu de se prononcer sur la demande en exécution provisoire.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement,

se déclare **incompétente** pour connaître de la requête en difficultés d'exécution déposée en date du 20 juin 2023,

laisse les frais à charge de la société à responsabilité limité SOCIETE2.) SARL.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.